



## Le fast-food redevient « In »

P/28 Avec la crise, la fréquentation des chaînes de fast-food augmente en Europe. Mc Donald's et Quick se frottent les mains.



WWW.LECHO.BE

■ Avalanche de résultats sur lecho.be, dont ceux de Hansen Transmissions, Pfizer, AT & T, Boeing, SAP, ou encore Canon. Et la révision des prévisions du FMI.

## DANS L'ACTUALITÉ



## DESC licencie 40 personnes

P. 8 A la suite de la perte de quelques gros contrats, DHL Exel Supply Chain (DESC), actif dans la logistique, est contraint de revoir sa structure. Une annonce qui débouchera sur une quarantaine de licenciements.

## Le secteur de l'e-commerce insensible face à la crise

P. 5 Le nombre de transactions via l'e-commerce a progressé de 42 % chez nous en 2008. Le montant total de ces opérations flirte avec les 600 millions d'euros.

## Les Européens veulent accélérer le projet de gazoduc Nabucco

P. 10 Les Européens ont défendu hier le projet de gazoduc Nabucco qui leur permettra de limiter la dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie.

# Fortis: le gouvernement renégocie avec BNP Paribas

Le rapport des experts a fait l'effet d'une bombe. De la valeur pourrait être rapatriée dans le holding.

Le rapport des experts désignés par la cour d'appel dans le dossier Fortis n'a pas dû réjouir les dirigeants de BNP Paribas. Ce document de près de 100 pages, censé éclairer les actionnaires en vue de l'assemblée générale du 11 février prochain, a fait l'effet d'une bombe, incitant, dit-on de source sûre, des experts du gouvernement belge à s'atteler dès hier soir à la renégociation des termes de la reprise de l'ex-bancassureur par la banque française. Sur l'apport en actions BNP, dont la chute du cours depuis le

deal a déjà coûté plus de 5 milliards d'euros à l'État belge, mais aussi d'autres volets pointés du doigt par les experts. Ceux-ci suggèrent en

10 % seulement par BNP, et l'opération « CASHES » (des obligations convertibles en actions), jugée « peu équitable ». Ils ne voient toute-

leur au holding », mais en rapatriant 25 % du capital de la banque et « au moins 25 % » de l'assurance, ce qui nécessite des moyens financiers supplémentaires. Le retour des activités néerlandaises dans le giron du groupe, dont la cession a été négociée de façon « raisonnable », est en revanche jugée « irréaliste ».

Par la voie de son président, Jan-Michiël Hessels, Fortis Holding a aussi estimé que ce rapport devait marquer le début de renégociations avec l'État et BNP Paribas. Promettant de s'y atteler immédiatement,

il n'a pas exclu qu'un accord puisse être présenté pour le 11 février, tout en mettant en garde contre la complexité du dossier.

Le ministre des Finances, Didier Reynders, s'est dans un premier temps dit satisfait de voir le rapport conforter le gouvernement dans le démantèlement qu'il a dû opérer d'urgence fin septembre et début octobre, malgré les bémols relevés par les experts. Mais devant les pertes engendrées par l'opération, certains de ses collègues l'auraient pressé à ouvrir immédiatement les négociations. ▶ Lire en pages 2 et 3

## Les experts suggèrent de renégocier la répartition des actifs toxiques et l'opération « CASHES », jugée « peu équitable ».

effet de renégocier la répartition du portefeuille de produits toxiques, supporté à 66 % par le holding et

fois pas de salut dans l'option du stand alone : seul l'adossement à BNP pourrait « redonner de la va-

## Davos et la crise financière

VLADIMIR POUTINE DOIT PRONONCER AUJOURD'HUI LE DISCOURS



## Les marchés font de la résistance

La configuration des marchés est telle aujourd'hui que quand il n'y a pas de nouvelle catastrophe sur le front conjoncturel ou bancaire, les Bourses sont en position de résister. C'est ce qui s'est produit hier. L'annonce d'une nouvelle baisse de la confiance des consom-



contre 47,8 millions en 2007, soit une baisse de 0,8 %. La baisse du trafic est notamment due à la surtaxe environnementale imposée par le gouvernement néerlandais sur les billets d'avion. **◇ AFP**

## Un projet belge nominé au Mipim

**L**e Marché international des professionnels de l'immobilier (Mipim), qui se tient à Cannes en mars prochain, va toujours de pair avec la remise de distinctions fort prisées dans le secteur, les «Mipim Awards», pour lesquels un projet belge, les Ecuries de la Chasse royale (Auderghem), a été nominé dans la catégorie «Bureaux rénovés».

Les Ecuries de la Chasse royale datent de 1870. Elles devaient être démolies, comme le reste de la brasserie de la Chasse, mais la commune et la Région s'y sont opposées. Une rénovation lourde a été réalisée qui a permis de mettre sur le marché quelque 3.000 m<sup>2</sup> de bureaux associant dernier cri sur le plan technique et valeur patrimoniale. Ces écuries font partie aujourd'hui d'un complexe associant bureaux, logements et commerces. C'est le bureau d'architectes Assar qui a supervisé la rénovation, le promoteur étant Immo Flandria. **◇ J.B.L.**

## Charleroi Airport équipé d'un radar presque «tout temps»

**I**l aura fallu attendre dix ans, pas moins, pour que la plate-forme aéroportuaire de Gosselies, propriété de la Région wallonne, soit équipée d'un système d'atterrissage/décollage «tout temps».

Baptisé «ILS catégorie III», ce système radar permet à un avion de type Boeing 737-800 (comme les appareils de Ryanair, soit 85% du trafic local) de décoller et d'atterrir avec une visibilité limitée à 200/150 mètres pour un plafond de 50 pieds (moins de 20 mètres). Rien que l'an dernier, faute de disposer de cet équipement, pas moins de 102 diversions sur 20 jours (vers Liège, Bruxelles, Lille, Beauvais ou encore Hahn) ont dû être organisées, provoquant l'insatisfaction de près de 40.000 passagers.

L'installation de l'ILS catégorie III a

proche de 20 à 40 personnes.

### NOUVELLE STRUCTURE

«Afin de rester compétitif dans le marché et de pouvoir garantir la continuité de l'entreprise à l'avenir, DESC est obligé d'aligner sa structure et son organisation au volume actuel de ses affaires », lit-on dans un communiqué diffusé hier par la société. Au cours des derniers mois, DESC a connu la résiliation de quelques contrats importants (voir «L'Echo» d'hier).

La première brèche fut ouverte dans le courant du mois de septembre lorsque la chaîne de distribution Carrefour décida de confier la gestion de son entrepôt « non food » de Vilvorde à la société Ceva Logistics qui gérait déjà le deuxième entrepôt « non food » de Carrefour, situé à Machelen cette fois. Pour expliquer cette opération, le porte-parole de Carrefour nous précisait récemment qu'il était avant tout question « d'optimiser l'infrastructure et les moyens » du groupe de distribution. « *Il était plus simple pour nous de laisser les deux entrepôts non food gérés par le même prestataire de services.* » Lors de cette opération, environ 120 personnes initialement employées par DHL avaient été reprises par Ceva Logistics.

Lors du conseil d'entreprise de ce mardi, les syndicats de DESC ont appris que deux autres clients venaient également de résilier leur contrat. D'un côté, Covidien, une



En quelques mois, DHL Exel Supply Chain, spécialisée dans la logistique et la gestion des clients comme Carrefour, Covidien et Mega Brands.

société spécialisée dans la distribution de produits médicalisés, a décidé de gérer elle-même sa logistique. Les quelque 220 travailleurs de DHL qui œuvraient pour ce groupe devaient en intégrer les rangs dès le 1<sup>er</sup> janvier 2010. D'un autre côté, le fabricant de jouets Mega Brands a annoncé son intention de ne plus collaborer avec DHL. Dans ce cas-ci, une vingtaine de travailleurs de-

vraient être recasés chez DESC, a expliqué à «L'Echo» Eduard Molkenboer, directeur de DESC.

La suite du communiqué diffusé dans la foulée du conseil d'entreprise est éloquent: « *A moyen terme, nous ne devons pas nous attendre à une amélioration du climat économique. Pour cette raison, DESC est obligé d'entreprendre certaines actions afin de sécuriser l'ave-*

**Ayant perdu plusieurs contrats ces derniers mois, DHL Exel Supply Chain est contrainte de revoir sa structure en profondeur.**

ALIMENTATION SUR LES 718 PRODUITS ALIMENTAIRES TESTÉS

## Test-Achats: «Le... suffisamment ce q

«*S'il n'y a pas eu de crise alimentaire majeure en Belgique en 2008, cela ne signifie pas que tout aille pour le mieux. Citons le lait chinois, les moules belges, l'huile de tournesol ukrainienne, le porc irlandais... Il y a eu 59 rappels officiels notifiés par ou auprès de l'Afsca en 2008* », souligne Ivo Mechels, porte-parole de Test-Achats.

Dans son bilan 2008, l'organisation de défense des consommateurs épingle, sur 718 produits alimentaires testés, quelque 299 produits comme mauvais ou médiocres, soit 42 % du total. « *Même si ces produits ne sont pas nécessairement dangereux pour la santé, la liste des*

pas de délais ni de conseils de conservation; les bières brunes fortes, qui ne disent pas si elles contiennent des allergènes; les eaux plates en bouteille, dont la moitié n'indique pas si elles sont conseillées pour un usage quotidien ou pour les nourrissons.

Parmi les points les plus négatifs relevés en 2008, figure l'étiquetage du poisson. « *Sur 30 points de vente visités, seuls 4 respectent totalement la législation entrée en vigueur en 2002, concernant la mention obligatoire de l'espèce, de l'origine et de la méthode de production (pêche ou aquaculture).* Une fois de plus, nous réclamons des autorités des contrô-